

masses, et ils voulaient dire par là accroître la quantité d'argent qu'elles ont en leur possession. Car nous savons que ce qui est vrai pour le monde l'est pour le Canada. Nous avons au Canada une réserve de denrées et nous pouvons produire des quantités illimitées de denrées si seulement nous mettons en circulation des crédits suffisants pour la production, si seulement nous appliquons la main-d'œuvre et l'outillage inutilisés à la production de ces denrées. Nous savons qu'il n'est pas de nation au monde qui possède dans les limites de son territoire, plus de richesses naturelles par habitant que le Canada. Nous savons qu'il est physiquement impossible d'expliquer le pourquoi des conditions actuelles chez nous, ou de débrouiller ce paradoxe de la disette au milieu de l'abondance. Nous demandons simplement d'exploiter le Canada pour la population canadienne, et de combler dans notre système économique les lacunes qui ont créé ces conditions. Nous croyons qu'avant de songer à réformer notre vie sociale et notre existence économique nous devrions reviser notre système monétaire de façon qu'il corresponde en tout point avec notre puissance de production, c'est-à-dire notre puissance collective de production et de distribution de la richesse.

Je me souviens qu'il y a deux ans je demandais au ministre du Travail (M. Rogers) s'il serait jamais possible, avec le présent régime, de donner du travail à tous les chômeurs aptes au travail. Le ministre a cité Thomas Carlyle qui, dans un ouvrage écrit en 1841, avouait qu'il ne possédait pas de panacée capable de guérir les maux de l'époque; il ajoutait: "Je dirai à l'honorable député que je ne possède aucune panacée capable de guérir les maux actuels". Je me méfie assez des panacées, et je déclare au ministre du Travail qu'il devrait aujourd'hui s'être fait une assez juste idée de notre système économique pour pouvoir apprendre à la population la raison des malaises présents, c'est-à-dire la manipulation sans contrôle de notre système monétaire actuel par l'initiative privée, et savoir que pour nous débarrasser de ce système oblique que nous avons il faudrait absolument cesser d'aller demander à des banquiers et à des prêteurs privés des emprunts qui leur sont plusieurs fois remboursés en intérêts. L'honorable député de Kootenay-Est (M. Stevens), l'a dit, les provinces, les municipalités et les citoyens ont fait des emprunts, les ont remboursés, et se trouvent quand même en présence d'une dette plus forte que l'emprunt initial. La même chose se passe dans plusieurs autres pays. Dans la Nouvelle-

[M. Landeryou.]

Zélande, le premier ministre, parlant sur les fonctions des gouvernements et des banquiers, disait:

Ils n'entendaient pas diriger les banques néo-zélandaises. Il n'était pas banquier. Sa besogne consistait à formuler une politique de nature à résoudre les problèmes qui se posaient en Nouvelle-Zélande; celle des banquiers, à fournir du crédit et du numéraire en quantité suffisante pour réaliser dans la pratique la volonté du Parlement. Par ailleurs, le banquier était le maître et non le représentant du peuple.

En 1879, la Nouvelle-Zélande avait emprunté 4,364,000 livres. Cinquante ans plus tard, elle devait 5,599,000 livres en chiffres ronds. Elle avait acquitté pendant un demi-siècle, les intérêts de la somme empruntée, mais elle devait plus qu'au début.

Je désire maintenant consigner au hansard une idée exprimée par sir Robert Peel, premier ministre d'Angleterre de 1841 à 1846, à l'époque où Thomas Carlyle écrivait son livre. Comme la demande relative aux objets manufacturés augmentait, il devait fatalement s'en suivre, disait-il, une augmentation de machinisme. *Punch*, dans ses commentaires sur cette parole de sir Robert Peel, fit alors preuve d'un sens prophétique profond, si l'on considère que cela se passait il y a près d'un siècle:

Le progrès de la machine a sans doute été cause d'une terrible calamité. Il a fait d'hommes vigoureux des rebuts vivants. Mais, comme nous ne pouvons reculer et que nous devons au contraire avancer, il appartient à l'homme d'Etat et au philosophe d'anticiper la crise qui doit venir aussi sûrement que la lumière du matin. Songeons que la machine se multipliera par mille, songeons que des hommes par dizaines de milliers seront plongés dans l'oisiveté par l'ingéniosité de l'esprit humain, songeons au temps où relativement parlant il n'existera plus de travail pour l'homme: la multitude se couchera-t-elle pour mourir sans murmurer? Nous ne le pensons pas. Nous sommes sûrs qu'il n'en sera rien. Il s'élèvera,—nous l'entendons déjà,—un murmure, un cri, une clameur pour exiger la mise au point des intérêts, une clameur qui, pour dure qu'elle soit, frappera le Veau d'or au cœur et fera trembler le spoliateur. Nous posons cette question à sir Robert Peel: Si la machine se mettait, soudain, à exécuter tout le travail fait maintenant par la main de l'homme et que toute cette puissance se trouvait en la possession de quelque mille personnes, quel serait le cri de la race? N'entendrait-on pas la clameur: "Partagez, partagez"? En dépit d'eux-mêmes, la machine à vapeur doit reporter les hommes d'Etat aux principes élémentaires et elle n'y manquera pas. Dans l'état actuel des choses, la machine est l'amie du pauvre; un jour viendra où elle sera un ange bienfaisant.

Nous savons les difficultés qu'éprouvent les gens sans emploi, tout en étant aptes au travail, à trouver à s'embaucher de nos jours. S'ils frappent à la porte des usines, on leur répond qu'on produit déjà assez sans eux. Nous n'ignorons pas, par ailleurs, que l'industrie ne